



LA VIE EN
VOSGES
le Département

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Acquisition de matériels pour le Parc Départemental d'Instruments de Musique et de Matériels Scéniques

Date et heure limites de réception des offres :

Le vendredi 24 mai 2024 à 16:00

Conseil Départemental des Vosges

8 rue de la Préfecture
88088 - ÉPINAL CEDEX 9

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	3
1.1 - Objet.....	3
1.2 - Mode de passation	3
1.3 - Type de contrat	3
1.4 - Décomposition de la consultation	3
1.5 - Nomenclature	3
2 - Conditions de la consultation	3
2.1 - Délai de validité des offres.....	3
2.2 - Forme juridique du groupement.....	3
2.3 - Variantes.....	3
3 - Conditions relatives au contrat.....	3
3.1 - Durée du contrat.....	3
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	3
4 - Contenu du dossier de consultation.....	3
5 - Présentation des candidatures et des offres.....	4
5.1 - Documents à produire	4
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	5
6.1 - Transmission électronique	5
6.2 - Transmission sous support papier	6
7 - Examen des candidatures et des offres	6
7.1 - Sélection des candidatures.....	6
7.2 - Attribution de l'accord-cadre	6
7.3 - Suite à donner à la consultation	7
8 - Renseignements complémentaires	8
8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	8
8.2 - Procédures de recours.....	8

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne l'**Acquisition de matériels pour le Parc Départemental d'Instruments de Musique et de Matériels Scéniques**.

1.2 - Mode de passation

La procédure de passation est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique.

1.3 - Type de contrat

Il s'agit d'un accord-cadre mixte avec minimum et maximum est passé en application des articles L2125-1 1° et R. 2162-1 à R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il intègre :

- Une partie à **bons de commande** pour les prestations définies au Bordereau des Prix Unitaires ;
- Une partie à **marchés subséquents** pour les besoins d'autres fournitures.

Il fixe les conditions d'exécution des prestations et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande et de la conclusion de marchés subséquents.

1.4 - Décomposition de la consultation

Il n'est pas prévu de décomposition en lots car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

1.5 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est **32321200-1 – Équipement audiovisuel**.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire de l'accord-cadre.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat

La durée du contrat est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- L'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC)
- La lettre de candidature (DC1)
- Le Règlement de la Consultation (RC)
- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le Détail Estimatif Témoin (DET)

Il est téléchargeable gratuitement sur le profil d'acheteur du Conseil départemental, à l'adresse URL suivante : <https://www.xmarches.fr>.

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages de façon régulière.

Aucune transmission par mail ou par support physique, papier ou électronique, ne sera effectuée.

L'acheteur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard **6 jours** avant la date limite de réception des offres. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi par l'acheteur des modifications aux candidats ayant retiré le dossier initial. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la modalité précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-1 à R. 2142-14, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Non
Justificatif prouvant le pouvoir du signataire à engager le candidat, si la personne physique qui signe le DC1 et/ou les pièces du marché n'est pas le représentant légal du candidat ou du membre du groupement	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Dans ce cas, les candidats veilleront à utiliser les **dernières versions des DC1 et DC2** (mise à jour avril 2019) afin de respecter les exigences ci-dessus. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par l'acheteur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes, complétés et datés – au format .docx	Non
Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) complété	Non
Le Détail Estimatif Témoin (DET) complété	Non
Le mémoire technique établi par le candidat selon les modalités prévues à l'article 7.2 du présent document	Non

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du Conseil départemental, à l'adresse URL suivante : <https://www.xmarches.fr>.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

La transmission des documents sur un support physique papier ou électronique (CD-ROM, clé USB...) n'est pas autorisée.

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros »
- Faire en sorte que l'offre ne soit pas trop volumineuse

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le dépôt se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Il est vivement recommandé de doubler l'envoi électronique d'une copie de sauvegarde, qui doit être transmise dans les délais impartis et aux horaires d'ouverture suivants : 9h00-12h00 et 14h00-16h30, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé USB) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que **le nom** du candidat et l'identification de la procédure concernée à l'adresse suivante :

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES VOSGES
Direction des Affaires Juridiques et des Achats
Service Commande Publique et Achats
5, rue Gilbert
88088 – ÉPINAL CEDEX 9

Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

Il est recommandé aux candidats de ne pas transmettre leur offre en « dernière minute » et de s'être assurés par un test préalable qu'ils maîtrisent bien le mode de fonctionnement de la plateforme, de telle sorte que l'offre électronique soit intégralement reçue par l'acheteur avant la date et l'heure limites de réception des offres fixées par le présent règlement (page 1).

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

La signature électronique du contrat n'est pas exigée au stade de la remise des offres, elle le sera uniquement de l'attributaire.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

L'acheteur alerte les candidats sur le fait qu'il examinera les offres avant les candidatures. Ainsi en cas de dossier de candidature incomplet, seuls les candidats auxquels il est envisagé d'attribuer le marché devront compléter leur dossier pour justifier de leur capacité à exécuter le marché.

7.2 - Attribution de l'accord-cadre

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1 – Prix des prestations	50.0 %
2 – Valeur technique	50.0 %

Concernant la notation du prix :

Le prix sera jugé au regard du montant total précisé dans le Détail Estimatif Témoin (DET).

Pour l'attribution des notes, il sera calculé la moyenne des offres Moy.

La note minimale de 0 sera attribuée aux offres supérieures ou égales à Moy (1+0,25).

La note maximale de 100 sera attribuée à l'offre théorique égale à Moy (1-0,25), dans le cas où aucune offre n'est inférieure à Moy (1-0,25).

Dans le cas où l'offre la moins disante M1 est inférieure à Moy (1-0,25) le coefficient de 0,25 sera remplacé dans les formules par le coefficient $x = 1 - (M1/Moy)$.

Pour toutes les autres offres, le calcul de la note sera alors déterminé par proportionnalité entre ces deux limites.

Concernant la notation de la valeur technique :

Elle sera jugée au regard du mémoire technique remis, et notée sur 100 points selon les modalités suivantes :

- Durée de la garantie : 32 points ;
- Assistance téléphonique : 10 points ;
- Intervention sur site et dans quel délai : 24 points ;
- Délai d'intervention sur le matériel au siège du prestataire : 17 points ;
- Remplacement du matériel en cas de dysfonctionnement : 17 points.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées au Bordereau des Prix Unitaires (BPU) et le Détail Estimatif Témoin (DET), le BPU prévaudra et le montant du DET sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Suite à donner à la consultation

L'acheteur se réserve la possibilité de négocier avec les candidats qui n'ont pas présenté d'offres inappropriées au sens de l'article L.2152-1 du Code de la Commande Publique.

La négociation ne pourra porter que sur les caractéristiques de l'offre du ou des candidats.

Le candidat attributaire de l'accord-cadre sera donc retenu à titre provisoire en attendant :

- **La signature électronique de l'Acte d'Engagement** (AE) et ses annexes **au format PDF**, par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat ;
- **La production des certificats et attestations** des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

Le délai imparti par l'acheteur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 7 jours.

Il est ainsi vivement recommandé aux candidats de se procurer dès à présent :

- Une signature électronique conforme aux exigences décrites ci-après ;
- Les documents listés ci-après et de les joindre dans la mesure du possible à l'appui de leur dossier de candidature :
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que les obligations fiscales ont été satisfaites,
 - Dès lors que le candidat est soumis à l'impôt sur les sociétés et assujetti à la TVA : l'attestation fiscale qui peut être obtenue directement en ligne via le compte fiscal <https://cfspro.impots.gouv.fr/> (espace abonné professionnel),
 - Dès lors que le candidat est soumis à l'impôt sur les revenus : l'attestation de régularité fiscale qui peut être obtenue directement auprès du service des impôts via le formulaire n°3666.
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois (cf. article D 8222-5-1°-a du code du travail) – téléchargeable sur www.urssaf.fr ou www.net-entreprises.fr.

La signature électronique requise est au format PAdES uniquement, et réalisée selon le tutoriel qui sera transmis avec les courriers informant le candidat qu'il est attributaire.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

8 - Renseignements complémentaires

8.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats devront faire parvenir, au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres, une demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du Conseil départemental dont l'adresse URL est la suivante : <https://www.xmarches.fr>

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

8.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Nancy

5 Place Carrière

54000 - NANCY

Tél : 03 83 17 43 43

Télécopie : 03 83 17 43 50

Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffes du Tribunal Administratif de Nancy

5 Place Carrière

54000 - NANCY

Tél : 03 83 17 43 43

Télécopie : 03 83 17 43 50

Courriel : greffe.ta-nancy@juradm.fr

Site des téléprocédures devant les juridictions administratives : <https://www.telerecours.fr/>